

# Sécurité et cohésion sociale.

## Qu'apprendre du Japon ?

Publié sur altersociétal le 26 septembre 2020- version pdf à [télécharger](#)

Les questions de sécurité et de cohésion sociale interpellent le débat politique en France. Ces jours-ci, Philippe Pons, un spécialiste du Japon, se réjouit de la sécurité qui y règne et du maintien de la cohésion sociale. La France peut-elle apprendre du Japon sur ces questions ?

Ce n'est pas évident, car il souligne en même qu'il y a un malaise dans la démocratie au Japon. Observation liée à la nomination d'un nouveau premier ministre, Yoshihide Suga, qui était chef de cabinet de Shinzo Abe -démissionnaire, pour raison de santé-, après être resté presque huit ans au pouvoir. L'élite conservatrice libérale, issue de celle au pouvoir pendant la période de guerre, continue ainsi depuis 1955 – hormis deux parenthèses (1993-4 et 2009-2012) - à imposer ses vues à la population japonaise qui l'accepte, semble-t-il, sans sourciller.

Y-aurait-il vraiment à apprendre du Japon ? Pour envisager une réponse à cette question il faut préciser comment s'obtient cette sécurité et de quel type de cohésion sociale il s'agit.

Dans un article récent du *Monde* (26/09/20), Philippe Pons soulignait qu'au Japon « l'incivilité reste rare, la criminalité faible et la violence de rue inexistante, témoignant d'une cohésion sociale peu entamée ». C'est une toute autre manière de voir ce qui peut paraître aussi comme une anomie sociale. Akira Mizubayashi voyait les choses plutôt sous cet angle quand il titrait ainsi un article du *monde diplomatique* (Août 2020) pour caractériser un Japon hiérarchique : « langue servile et société de soumission ».

Philippe Pons lui a répondu en quelque sorte en rappelant les quelques insoumissions populaires fortes qu'ont manifestées les Japonais. Il ne peut remonter loin car elles furent presque absentes de toute son histoire et même de l'ère Meiji (1868-1912) qui a entrepris de moderniser le Japon. Elles seront présentes mais sporadiques sous Taishô (1912-1926) avec les émeutes de 1918 et quelques manifestations de grèves des années vingt qui seront de plus en plus fortement réprimées. Le Japon tombe ensuite dans un régime nationaliste militariste expansionniste en quasi état d'urgence. Mais il y eut, c'est vrai, des manifestations populaires d'ampleur et virulentes, dans le Japon d'après la défaite, après le retour à l'autonomie en 1955 jusque dans les années soixante. Depuis près de cinquante ans, pratiquement pas de grèves, pas de manifestations significatives, et bien peu de choses à l'occasion du désastre de Fukushima.

Il est bien certain que le Japon est un pays sûr, la sécurité y est remarquable et la vie quotidienne y paraît bien agréable. Mais le ciment de la société reste assuré de manière verticale, par l'empereur et le premier ministre. Ce que traduit par exemple le soutien de 65% de la population au nouveau premier ministre que cite et dont s'étonne Philippe Pons. C'est une forme de

cohésion portée par un sentiment populaire d'appartenance biologique et culturelle au même ensemble humain depuis les origines. Renforcé par une quasi-absence de population d'origine étrangère – guère plus de 2%- cependant soumise à nombre de discriminations (voir mon article *Le Monde diplomatique*, janvier 2015). Oui les Japonais aiment à vivre entre eux, ils sont aimables avec les touristes de passage dont ils supportent les comportements différents, mais ils entendent préserver leurs propres manières d'être que les étrangers ne peuvent, selon eux, ni comprendre ni adopter pleinement.

S'ils sont unis par un système constitutionnel impérial, ils restent extrêmement attachés à leurs territoires locaux et à leurs multiples groupes personnels de références (anciens de collèges, membres de tel ou tel club) qui sont cloisonnés et se sentent irréductiblement divers. En témoignent par exemple les difficultés pour les victimes de Minamata (catastrophe d'empoisonnement industriel dévoilée dans les années soixante) de vivre en dehors de leur ville presque ostracisée. Ou celles des victimes de Fukushima qui subissent des tracasseries voire plus lorsqu'elles se sont réfugiées ailleurs, même à Tokyo et dont souffrent leurs enfants dans les écoles (voir les témoignages rapportés lors des reportages diffusés cet été sur France Inter).

### **Les raisons du calme social**

Une étude de mai 2019 par la société québécoise mediavox.com retient huit caractéristiques qui expliquent que la société japonaise soit si sûre par rapport à la plupart de celles des pays de l'OCDE. Cinq parmi ces huit correspondent à un encadrement très serré des individus qui pourraient créer des problèmes. 1- tout espace ouvert au public, privé ou non est gardé, un gardien courtois mais vigilant, prêt à demander du renfort et des entrants qui font la queue. 2- tout élément qui pourrait être objet d'incivilité est ainsi protégé, aujourd'hui au moins par une caméra de surveillance. 3- Sanction de prison pour le port d'armes d'attaque y compris d'un couteau. 4- Tolérance zéro pour l'usage de drogues et lorsque des personnalités (par exemple du spectacle) sont arrêtées, elles présentent en général des excuses publiques. 5- Tolérance zéro pour la conduite après ingestion d'une boisson alcoolisée. Ainsi au sortir du restaurant, vous appelez un service taxi, une petite voiture vient avec deux personnes, un chauffeur en descend pour conduire votre véhicule jusqu'où vous allez et il repart avec son collègue qui vous a suivi. Y compris en zone rurale.

### **Le sens du devoir moral**

Venons enfin à la plus importante caractéristique, celle qui en outre permet le fonctionnement des précédentes. La population japonaise, dans son ensemble, partage un sens du devoir moral, un sens de ce qui se fait et de ce qui ne se fait pas. Inculqué dans la famille, à l'école, et dont la force est entretenue par des pratiques sociales.

Le rescrit impérial de 1890 et la généralisation de l'enseignement primaire obligatoire ont introduit dans toutes les écoles et pour toute la population une doctrine inspirée du confucianisme et conforme au shintô devenu religion d'Etat et centrée sur le respect de la divinité de l'Empereur. Après la défaite, en 1948, la lecture du rescrit, sorte de catéchisme de morale civique impériale, a été interdite. Cependant l'esprit en est resté. Les scolaires portent toujours un uniforme et saluent les couleurs. La discipline est stricte. Prenons un exemple, à l'école primaire les enfants prennent leur repas de « cantine » - avec leur instituteur- dans la classe transformée pour un temps en réfectoire. Une équipe d'enfants va chercher les plats en

cuisine, les ramène, les distribuent, puis on débarrasse et on nettoie. Avant le repas on est allé se laver les mains, après le repas on est allé se brosser les dents. Ce sont les enfants qui sont responsables de la propreté de la classe et qui la nettoient. Partout il faut éviter de gêner – ne pas laisser tomber quelque chose par terre, ne pas boucher le passage de quelqu'un, ne pas éternuer, ne pas toucher les autres, ne pas les surprendre en étant en avance ou en retard. Bien sûr ne pas voler, respecter les aînés, être prévenant avec les cadets...

A cette éducation s'ajoute le fait que les croyances en des forces invisibles sont fortement implantées. En témoignent par exemple les foules japonaises qui défilent dès le 31 décembre dans la nuit, au son des 108 coups de cloches des temples bouddhistes et qui se rendent ce soir-là et/ou le lendemain faire leur première visite au temple ou au sanctuaire shintô. Il faut voir ce million de Japonais qui, au premier de l'an, défilent des heures durant, en silence, en marchant lentement sur des lignes d'une dizaine de personnes le long de la grande allée, bordée de cabanes marchandes, qui mène, à Tokyo, au temple d'Asakusa en passant sous de grandes lanternes rouges. Sans un seul incident. En kimono, en tenue occidentale classique ou plus moderne, avec mini-jupe et cheveux hirsutes vivement colorés, les Japonais répètent le même phénomène partout dans le pays.

Le port du masque, quand on risque de contaminer les autres est une habitude ancrée dans la population, garder la distance sociale aussi, sauf dans les lieux de réunions et de divertissement, dans les établissements d'éducation. Mais la discipline aidant, le Japon avec deux fois la population de la France, sans multiplier les tests et sans application de traçage particulière n'a eu, à ce jour, que 1 500 morts de la Covid.

Sans pouvoir en tirer de conclusion générale, nous sommes amenés à réfléchir sur notre propre société au regard de ces observations. Elles concernent certes une société fonctionnant de manière assez différente des sociétés occidentales démocratiques et où les interactions sociales et l'organisation politique suivent des modalités aussi différentes. Nonobstant, comme l'indique Philippe Pons, il y a, au Japon, une certaine dynamique citoyenne d'activisme social, mais sans qu'elle dépasse souvent les frontières de petits groupes (« *seken* ») et sans qu'elle s'inscrive dans une discussion nationale visant à contribuer à l'intérêt général. Sans qu'on puisse non plus dire quel pourcentage de la population est concerné par cette dynamique de petits groupes. En tout état de cause il me semble que la cohésion sociale y tient plus de la solidarité mécanique traditionnelle entre des Japonais qui, par ailleurs, sont très soucieux de leur liberté individuelle et n'apprécient guère les ingérences de l'Etat. Solidarité mécanique « naturelle » plus que solidarité démocratique « délibérée ». Et cela interroge sur la meilleure manière de mettre en œuvre l'idéal démocratique.

Marc Humbert, convivialiste, professeur émérite d'économie politique (Université de Rennes, Liris), ancien directeur français à la Maison franco japonaise de Tokyo (2008-2011).